



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2611

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Marie-Line Reynaud, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Marie-Line Reynaud. Monsieur le Premier ministre, votre majorité s'apprête à voter la réforme des retraites. Vous croyez en avoir fini, vous pensez que le plus dur est passé. Pourtant, le plus dur est à venir, et c'est vous qui avez créé les conditions de ces difficultés futures. La crise a bon dos.

Vous êtes passés en force, sourds aux propositions socialistes, aux demandes de négociations des syndicats. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Votre méthode laissera de profondes traces sociales dans tout le pays. Comment faire confiance à un Gouvernement qui ne dit pas la vérité ? Comment faire confiance à un Gouvernement qui préfère l'injustice au dialogue ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Vous avez divisé la France alors qu'il fallait la rassembler. Vous avez voulu dresser les Français les uns contre les autres. Le prix de ce désordre est une réforme qui ne règle rien.

En déposant un amendement prévoyant qu'il faudra tout reprendre en 2013, vous reconnaissez que votre réforme est incomplète, insuffisante et non financée. Votre amendement est un aveu. Il est symptomatique de votre imprévoyance et de votre méthode de réforme, aussi brutale qu'artisanale. Ce manque de sérieux touche aussi les comptes publics et fait craindre le pire aux jeunes en ce qui concerne leur avenir.

Monsieur le Premier ministre, vous aviez promis de tout régler en 2003, puis vous avez affirmé que la réforme de 2010 était la bonne. Vous dites maintenant qu'il faudra recommencer en 2013. Vos promesses de circonstance font perdre à la France la confiance dans la parole politique. Le mieux est de tout remettre en négociation dès demain pour aboutir à une réforme juste et partagée, qui suscite l'adhésion de tous les Français.

Ma question est simple : quand allez-vous donc rouvrir les négociations ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Madame la députée, vous n'avez pas vraiment l'air de croire en ce que vous dites. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Vous nous reprochez d'être passés en force. Mais est-ce passer en force que de consacrer sept mois à la discussion sur les retraites ? Est-ce passer en force que d'avoir appelé à la réforme des retraites dès le mois de juin 2009, comme l'a fait le Président de la République ? Est-ce passer en force que de rencontrer plus de cinquante fois l'ensemble des partenaires sociaux ? Est-ce passer en force que de consacrer plus de deux cents heures au Parlement à examiner amendement après amendement, arguments et contre-arguments après arguments et contre-arguments ? Est-ce passer en force que de recevoir tous les partis politiques de ce pays pour leur demander leur opinion ?

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Vous ne les avez pas écoutés !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Est-ce passer en force que d'accepter que le texte connaisse vingt évolutions successives depuis son premier examen devant votre assemblée, le Gouvernement ayant accepté d'aller encore plus loin dans le lien établi entre pénibilité et retraite en faisant passer le taux d'incapacité justifiant un départ anticipé de 20 % à 10 % ?

Est-ce passer en force que d'avoir su regarder la réalité des choses, à savoir le naufrage annoncé du système de retraite par répartition ?

Nous voulons défendre le système par répartition par des actes quand vous ne le défendez que par des mots. Lorsque vous avez été au pouvoir, jamais vous n'avez réformé le moins du monde le système de retraite.

(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.) Je sais que vous n'aimez pas que nous disions cela. Pourtant, c'est la vérité : vous n'avez fait que créer le COR et le Fonds de réserve des retraites.

M. Alain Vidalies. Que vous pillez !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Laissez-moi vous dire que ce n'est pas vraiment un bilan formidable que cette irresponsabilité du parti socialiste face à un problème aussi important. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Line Reynaud](#)

Circonscription : Charente (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2611

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 octobre 2010